

Il y a des solutions



«Le Plan de mobilité durable est-il encore un dossier prioritaire pour la Ville de Québec?» - Alexandre Turgeon, du Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale. Photo : Carl Perreault

Pour remettre le Plan de mobilité durable sur les rails, les organismes proposent à la Ville des solutions. « Le plus grand défi reste celui de traduire le Plan en actions, ce qui demande beaucoup de volonté politique et de constance », croit Xavier Mercier-Méthé, conseiller Transports et mobilité chez Vivre en Ville. « Ce que nous proposons, ce sont six chantiers prioritaires à mettre en branle dès cette année pour que les gens de Québec bénéficient rapidement des retombées positives du Plan de mobilité durable ».

Compléter le réseau cyclable

La Ville devrait mettre les bouchées doubles pour combler le retard dans le développement prévu du réseau cyclable. En soustrayant les 32,5 km déjà aménagés, ça ne laisse que 305 km à aménager d'ici 2018! Des investissements de 40 M \$ étaient d'ailleurs prévus à cette fin. La première étape logique serait de concrétiser rapidement les liens permettant de franchir à vélo certains obstacles urbains comme l'intersection Charest et Saint-Sacrement.

Améliorer le transport en commun

En profitant de l'élection d'un gouvernement favorable au projet, la Ville devrait devancer l'échéancier du tramway pour 2020. Dans le même ordre d'idées, la municipalité devrait augmenter sa part de financement du Réseau de transport de la Capitale pour couvrir les coûts de l'amélioration du service. La Ville de Québec devrait faire comme la Gaspésie et accepter la taxe de 1,5 cent le litre d'essence que le gouvernement lui a cédé pour financer le transport collectif.

Être cohérent comme Ville

La municipalité devrait s'outiller comme organisation pour faire face aux défis de la mobilité durable. Il s'agit d'augmenter les ressources dédiées à ce dossier interne pour assurer une certaine cohérence entre les services, mais aussi de réaliser (et d'appliquer) un plan de suivi du Plan de mobilité durable incluant des outils révolutionnaires comme un échéancier et un tableau de bord. La Ville de Québec devrait aller plus loin et se faire revendicative en matière de transport collectif auprès des gouvernements supérieurs. Finalement, il faut repenser la ville et multiplier les possibilités de vivre à Québec sans dépendre de l'automobile.

Dépasser les vœux pieux

« La Ville a le devoir de travailler à offrir des choix à la population et aux jeunes ménages en matière de mobilité, mais aussi en matière d'occupation du territoire », conclut Alexandre Turgeon. « Si on veut diminuer la part modale de l'automobile dans nos déplacements, il faudrait qu'on arrête de développer des nouveaux quartiers encore plus dépendants de l'automobile. Si on veut que la population ait des choix, il faut travailler à renverser la tendance des 60 dernières années en s'assurant que la nouvelle offre résidentielle et commerciale s'articule autour des transports collectifs et actifs et non strictement autour de l'automobile, comme on le voit encore trop souvent. »

Tabagie St-Jean

info@tabagiestjean.com

620, rue St-Jean T : 418.522.5923
Québec QC F : 418.522.3239
G1R 1P8

Revue du monde et ... bières

www.compop.net

Pour CHOCOholiques vraiment gourmands ! Le Décadent

(mélange de 3 chocolats noirs et 2 cacaos)



Eric

634, rue Saint-Jean
Au coeur du Faubourg Saint-Jean

418-524-2122

chocomusee.com

D^{re} *Laurence Bourgeois-Dumas*
Chiropraticienne D.C.



Vous êtes-vous déjà demandé si la chiropratique pouvait vous aider?

DOULEUR AU COU	DOULEUR MUSCULAIRE	« NERFS COINCÉS »
DOULEUR AU DOS	ÉPICONDYLITE	MIGRAINES
ARTHROSE	MAL DE TÊTE	TUNNEL CARPIEN

418 569-9596

stationnement sur place, à l'arrière
1025, Grande Allée Ouest (Québec) Québec G1S 1E1

EXAMEN CHIROPATRIQUE ET
RADIOGRAPHIES À 25\$ SUR
RENDEZ-VOUS AVEC
PRÉSENTATION DE CE COUPON

D^{re} *Laurence Bourgeois-Dumas*
Chiropraticienne D.C.

418 569-9596

1025, Grande Allée Ouest
Québec (Québec)
G1S 1E1

Budget Marceau

Aucune volonté de lutter contre la pauvreté

Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) considère que le budget présenté par le ministre des Finances du Québec, Nicolas Marceau, ne rompt pas réellement avec l'héritage libéral en matière de lutte contre la pauvreté et de fiscalité.

Selon le FRAPRU, le gouvernement péquiste ne respecte qu'en partie son engagement de la dernière campagne électorale, en annonçant 3 000 logements sociaux additionnels. Le Parti québécois s'était en effet engagé à financer « au moins 3 000 logements sociaux par année », en laissant entrevoir la possibilité d'annoncer un financement pluriannuel. « Le gouvernement Marois se contente du minimum des minimums », affirme François Saillant, coordonnateur de l'organisme. Il ajoute qu'« une annonce budgétaire aussi insuffisante démontre que le gouvernement ne prend aucunement la mesure de la gravité et de la profondeur des problèmes de logement que la Commission populaire itinérante sur le droit au logement, qui vient de terminer une tournée des 17 régions administratives, illustre jour après jour. »

Le FRAPRU déplore en particulier qu'aucune subvention additionnelle n'ait été prévue pour faciliter la réalisation de logements sociaux dans les régions comme l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord où elle est présentement bloquée, alors qu'elles sont plongées dans une crise du logement sans précédent. L'organisme accuse aussi le gouvernement péquiste d'avoir oublié son engagement d'ajouter des logements dans le territoire inuit du Nunavik aux prises avec des

problèmes dramatiques de surpeuplement et de détérioration des habitats. Il fait enfin remarquer que le gouvernement n'a prévu aucun budget pour la politique globale de lutte contre l'itinérance qu'il s'est pourtant engagé à mettre en œuvre.

Bien triste anniversaire

Le FRAPRU condamne par ailleurs l'absence de toute autre mesure de lutte contre la pauvreté, alors que la Loi sur la pauvreté et l'exclusion sociale, présentée par l'ancien gouvernement péquiste suite à une longue bataille citoyenne, aura dix ans en décembre 2012. François Saillant s'en offusque : « Le gouvernement perpétue la discrimination à l'égard des familles monoparentales, en continuant à considérer les pensions alimentaires comme un revenu aux fins de l'aide sociale et de l'aide au logement. Il s'obstine à maintenir les prestations d'aide sociale à un niveau indécent, en disant que la lutte à la pauvreté ne passe que par le travail. Pire, il annonce une indexation au coût de la vie des tarifs d'électricité du bloc patrimonial, sans même prévoir de mesures de compensation pour les ménages à faible et modeste revenus qui vivent souvent dans des logements mal isolés qui les obligent déjà à payer une fortune en électricité. » Il rappelle qu'en 2011, 50 649 ménages ont été l'objet d'une interruption des services de la part d'Hydro-Québec parce qu'ils n'arrivaient pas à payer leurs comptes.

De manière plus générale, le FRAPRU affirme que le gouvernement Marois suit les traces du gouvernement libéral de Jean Charest en se refusant à des mesures fiscales ambitieuses



Une soixantaine de personnes ont répondu à l'appel des groupes sociaux en manifestant pour la répartition de la richesse devant le huis-clos du budget.

permettant une réelle redistribution de la richesse et un meilleur financement des services publics et des programmes sociaux. À l'appui de cette affirmation, il cite l'ajout d'un seul palier d'imposition à 25,75 % pour les contribuables gagnant plus de 100 000 \$, le maintien du privilège fiscal accordé sur les gains de capital dont seulement la moitié est soumise à l'impôt, le refus de réinstaurer la taxe sur le capital dans le cas des banques et autres entreprises financières et, enfin, le maintien des redevances minières à leur niveau actuel.

**DEVENIR MEMBRE,
C'EST CONTRIBUER
À CHANGER LES CHOSES
DANS NOTRE MILIEU.**



Depuis 1908, la Caisse populaire Desjardins de Québec joue un rôle important dans le développement économique, culturel et social du Faubourg Saint-Jean-Baptiste et Vieux-Québec.

 **Desjardins**
Caisse populaire
de Québec

DEUX ADRESSES, UNE SEULE CAISSE

550, rue Saint-Jean
19, rue des Jardins
Téléphone : 418 522-6806

desjardins.com/caissedequebec

Plus de logements sociaux pour contrer l'itinérance

Dans le cadre d'une commission sur le droit au logement organisée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), qui était de passage à Québec le 5 novembre dernier, le Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIIQ) a dressé le portrait de la situation telle qu'elle est vécue par la population désaffiliée et à faible revenu. Grâce aux témoignages apportés par ses 36 organismes membres, le RAIQ a présenté un mémoire devant cette commission, non seulement pour démontrer à quel point il est difficile pour les citoyens et citoyennes à faible revenu de trouver et conserver un logis adéquat, mais aussi pour proposer des pistes de solution.

La hausse des prix du loyer rend les logements inaccessibles, tandis que le taux d'inoccupation est de moins de 1% à Québec, et ce depuis plusieurs années. Cette pénurie pousse les propriétaires à être plus sélectifs et, dans certains cas, à abuser de leur pouvoir en encaissant des chèques d'aide sociale en plus d'une « prime », ou en expulsant sans raison valable leurs locataires, trop démunis pour faire ensuite valoir leurs droits. Tel que le RAIQ l'a rapporté lors de la commission populaire du FRAPRU, la stabilité résidentielle est particulièrement importante. Avoir un logis est la condition sine qua non de l'accès aux ressources de base qui permettront aux citoyens et citoyennes de Québec de jouir pleinement de leurs droits sociaux.

Les personnes à faible revenu en attente

Le budget présenté le 20 novembre dernier par le ministre des Finances du Québec, Nicolas Marceau, prévoit une somme de 231 millions \$ pour construire 3 000 nouveaux logements sociaux au Québec. Rien de précis à ce jour pour une politique en itinérance, pourtant annoncée dans le discours inaugural.

Le Regroupement ainsi que ses partenaires du Réseau solidarité itinérance rappellent que la politique en itinérance, revendiquée depuis 2006 et promise cette année lors du discours d'allocution de la première ministre Pauline Marois, prévoit de construire ou convertir chaque année 8 000 unités sous la forme d'habitations à loyer modique (HLM), de coopératives et d'OSBL d'habitation, incluant des logements permanents et des logements de transition. Le gouvernement annonce pourtant dans son budget 2013-2014 la construction de seulement 3 000 nouveaux logements, des constructions échelonnées souvent, dans les faits, sur plusieurs années. Il semblerait également, tel que mentionné dans le budget, que la Province compte sur cette initiative pour accroître l'accessibilité à un logement décent et abordable, ce qui reste très en deçà des attentes en la matière. En attendant, les personnes désaffiliées ou à risque d'itinérance

ont toujours beaucoup de difficulté à se loger dans des milieux adéquats, et peu de solutions leur seront offertes avant au moins quatre ans.

Afin de parvenir à réduire le nombre de personnes en situation d'itinérance où à risque de l'être, le RAIQ réitère sa volonté de travailler avec le gouvernement et tous les partenaires impliqués dans ce processus. Il est d'autant plus important de travailler de concert afin de ne pas s'éloigner des besoins réels de la population et d'offrir aux citoyens et citoyennes l'opportunité de vivre pleinement dans une société plus juste et plus équitable.

Le Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec



Photo : Réal Michaud.

Le 5 novembre dernier se tenait à l'ÉNAP, dans Saint-Roch, la séance de Québec de la Commission populaire itinérante sur le droit au logement. Une centaine de personnes y ont assisté et les commissaires ont pu entendre les témoignages de 22 organismes différents et d'une douzaine de locataires venu témoigner individuellement. Surveillez la prochaine parution de *l'Infobourg* pour un portrait complet de la situation du logement à Québec. En attendant, vous pouvez consulter les mémoires déposés, dont celui du Comité populaire, ainsi qu'un compte-rendu de la séance au www.commissionpopulairefrapru.org

Démocratie

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste est une organisation démocratique. À la base il y a les membres du groupe. Ils et elles se réunissent aussi souvent que nécessaire en assemblée générale (AG) pour faire le bilan des activités, adopter les grandes orientations et les priorités de l'organisme ou trancher les questions importantes.

Lors de l'assemblée générale annuelle, les membres élisent un conseil d'administration (CA) qui se réunit tous les mois pour voir à la bonne gestion de l'organisme et prendre les décisions importantes entre les AG.

Il y a, au Comité populaire, un certain nombre de comités relativement autonomes pour mener à bien des projets (aménagement, *Infobourg*, etc.).

Au quotidien, une permanence salariée, épaulée par une équipe de militant-e-s, voit à la coordination du Comité populaire, à la représentation de l'organisme, à la gestion des finances et à l'exécution concrète des mandats confiés par les instances.

Coupon d'adhésion - Comité populaire

Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Tél. : _____

Courriel : _____

Si vous êtes en accord avec la mission du groupe, il suffit de remplir le coupon et de nous le renvoyer à l'adresse ci-bas, avec une cotisation de 5\$.



« Une force dans le quartier »

780 rue Sainte-Claire, Québec (Qc), G1R 5B9 | 418-522-0454 | compop@qc.aira.com

Bottin du réemploi, version 2012

Par Agathe Légaré

Vous souhaitez donner ou acheter un objet de seconde main encore en bon état? Consultez en ligne le Bottin du réemploi dans sa nouvelle version : www.reduiremesdechets.com

Ce répertoire, lancé et administré par la Communauté métropolitaine de Québec, recense les commerces et lieux de récupération par catégorie d'objets à acheter ou donner : meubles, petits et gros électroménagers, vêtements et accessoires, jouets, jeux vidéo, matériel informatique, outils, etc.

Parmi les lieux du quartier Saint-Jean-Baptiste qui figurent dans le Bottin du réemploi, citons le Centre Famille Haute-Ville, situé au 540, rue Saint-Gabriel. On y récupère des vêtements, accessoires et jouets pour enfants de 0 à 5 ans. Mentionnons aussi la Bouquinerie Rock'n Livre, située au 245, rue Saint-Jean, où l'on peut donner ou acheter des jouets, des livres, des cassettes, des vinyles, des CD et des DVD.

LIRE

Andrea Dworkin... c'est du stock!

Par Michèle Briand

J'ai révisé la traduction de *Les femmes de droite* (Right Wing Women), le premier livre d'Andrea Dworkin à paraître en français au début du mois de décembre aux Éditions du remue-ménage. Je l'ai donc lu, relu et encore relu à haute voix. Comme on dit, c'est du stock !

Voici ce que j'en ai compris. Les femmes qu'on appelle « de droite » comprennent instinctivement comment fonctionne le patriarcat. Leur instinct de survie leur dicte des stratégies de femmes qui savent que les hommes en groupe sont dangereux et possèdent le pouvoir. Elles choisissent donc de tenter de se procurer la protection d'un homme contre tous les autres, même si cette protection est dérisoire. C'est la seule manière qu'elles ont trouvée pour avoir une chance, peut-être, de vivre un peu en paix. Autrement, il ne leur resterait que la mort. Et elles veulent vivre.

Elles comprennent que celles qui ne deviennent pas propriété privée restent propriété publique et que tous les hommes doivent veiller à leur obéissance collective pour conserver leurs privilèges. Et ils veulent conserver leurs privilèges. Les femmes aussi aimeraient bien en avoir, d'ailleurs. Et lorsque des êtres humains ont un privilège, peu de gens se demandent quel est le prix à payer, en termes de ressources tangibles et intangibles, pour ce privilège. Mais la dette s'accumule et il va bien falloir la payer.

Quoi dire de plus? Andrea est morte en résistante, sans avoir cessé de dire la vérité sur la misogynie, soit la volonté



d'éteindre l'intelligence des femmes. Je n'ai pas trouvé de quoi me rassurer dans son analyse décapante d'un système (le patriarcat) occupé à détruire la vie. J'en tire la conclusion que ce système fermement établi nous entraîne à notre perte, ainsi qu'à celle de toutes les autres formes de vie, à mille fois cent mille à l'heure. Suis-je réconfortée de savoir comment et pourquoi? En tout cas, j'ai tiré beaucoup de plaisir à lire cette prose piquante, originale et, surtout, sentie. L'esprit est clair et la langue, pointue. Les chapitres sont comme autant de nouvelles à savourer avec amertume.

Vestiaire du Faubourg

Vestiaire du faubourg
780, rue Ste-Claire

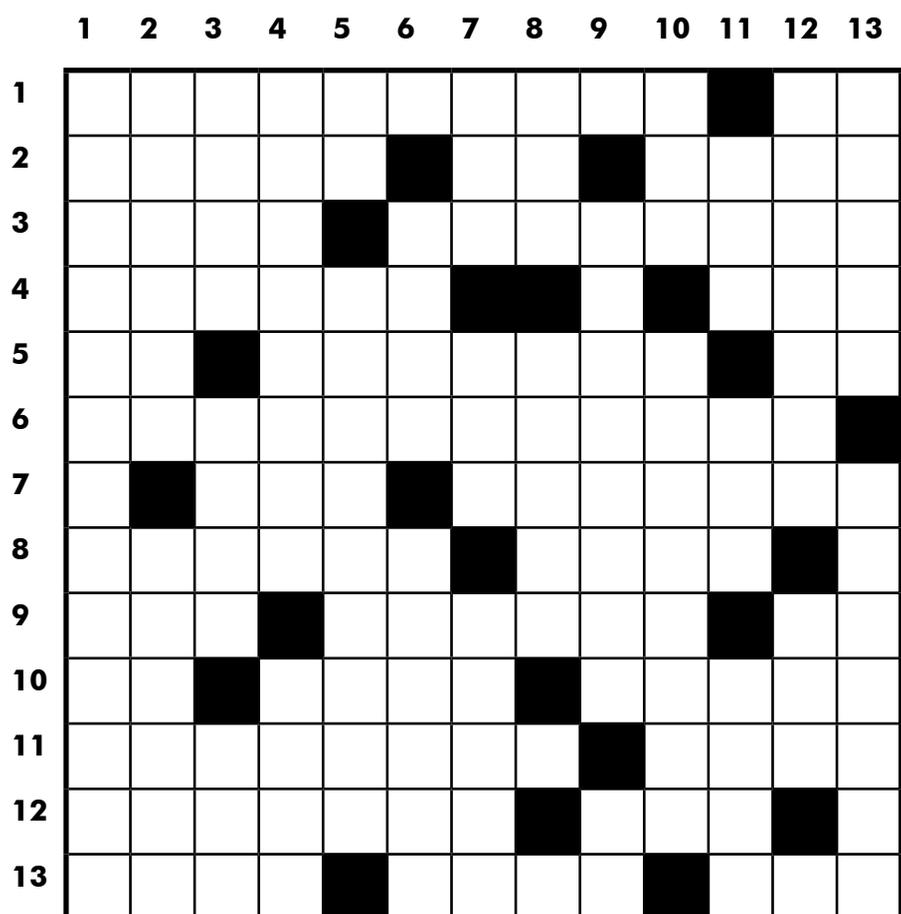


un lieu d'échange
solidaire

Heures d'ouverture
Lundi au vendredi : 12 h à 16 h
Jeudi : 12 h à 20 h

MOTS CROISÉS - Décembre 2012

Par Agathe Légaré



Horizontalement

- 1- Symbole de la lutte étudiante du printemps 2012 (deux mots) – Possessif.
- 2- Ouvrage architectural, à fenêtres en surplomb, présent un peu partout dans le faubourg Saint-Jean-Baptiste – Lui – Se dit d'un témoignage fait de vive voix.
- 3- À moi – Change de domicile.
- 4- Joueur-vedette du club de hockey Bulldogs de Québec (1890-1969) qui a vécu sur la rue Philippe-Dorval – Possessif.
- 5- Nombre premier – Qui est animé par l'esprit de vengeance – Pronom personnel.
- 6- Ensemble de pourparlers entre les représentants des salariés et des employeurs, en vue d'élaborer une convention collective de travail.
- 7- Un équidé qui braie – Des femelles lagomorphes qui clapissent !
- 8- Joigne l'un à l'autre – Cassé, brisé.
- 9- Possessif – Domaine, milieu dans lequel s'exerce l'influence de quelqu'un – Mis en mouvement.
- 10- Avant-midi – Le propre de l'homme et de la femme – Capitale de l'Algérie.
- 11- Injustifié, sans motif précis – Monnaie commune de la France et de l'Allemagne.
- 12- Augmente le diamètre d'un alésage – Saison.
- 13- Un des Grands Lacs – Liquide amniotique à la fin de la grossesse – Taxe fédérale sur les produits et services.

Verticalement

- 1- Qui est relatif à un groupe de personnes, à une communauté.
- 2- Son fil a permis à Thésée de sortir du Labyrinthe – Choisir pour remplir certaines fonctions.
- 3- Chef de la résistance des métis du Manitoba (1844-1885) dont la condamnation à mort et la pendaison ont soulevé la colère de nos ancêtres – Profit – Mois.
- 4- Remettons à neuf (un appartement) – Cadastre, registre de biens immobiliers établi à des fins d'impôt foncier.
- 5- Article espagnol – Exige, réclame.
- 6- Refus d'accorder ce qui est dû – Amoureuse.
- 7- Un palmipède qui criaille – Unité de mesure en géodésie – Arbre à caoutchouc.
- 8- Ville d'Allemagne – Un arrêt en voyage.
- 9- Pourvoira du nécessaire en vue d'une activité déterminée – Ex-conjoint.
- 10- Travesti célébré par les mots croisés – Roi d'un tout petit État.
- 11- S'il pointe son museau chez vous, c'est que votre logement est peut-être insalubre – Nord-nord-est – Surveillance.
- 12- Qualité de quelqu'un qui fait preuve d'un jugement droit, sûr, averti dans ses décisions – Océan.
- 13- Tissu protégeant un matelas – Connaîtrons.